

TERRITOIRES

Charente-Maritime : de la fourche à la fourchette

P. 08

RENCONTRES

Manger sain et local : un festival de saveurs

P. 22

EN PRATIQUE

60 ans et plus : qui vit en établissement ?

P. 26

le BIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | JUIN 2023

DOSSIER

Grand âge

Vieillir chez soi

P. 15



Répondre présent pour le grand âge

Jean-Christophe Combe, le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, a annoncé en avril dernier, à l'occasion de la restitution des travaux du conseil national de la refondation (CNR) sur le « bien vieillir », une réforme d'ampleur sur le grand âge. Destinée à lutter contre la perte d'autonomie et la maltraitance des personnes âgées, elle nous invite à repenser notre approche de la prise en charge du vieillissement. Nous nous inscrivons pleinement dans cette démarche, en mobilisant nos ressources, en développant des solutions originales et en valorisant le travail de nos délégués sur le terrain. Leur présence et leur implication au sein des territoires ruraux sont essentielles pour comprendre les besoins spécifiques liés au vieillissement de nos populations vivant en dehors des grandes agglomérations. Nous devons aller plus loin et imaginer de nouvelles solutions pour accompagner nos aînés dans leur quotidien, en favorisant leur autonomie. Pour cela, nous renforçons nos actions de prévention, en mettant en place des programmes spécifiques pour préserver la santé et le bien-être des personnes âgées. Nous soutenons le développement des dispositifs d'aide et de soutien à domicile, afin de donner la possibilité au plus grand nombre de vieillir dans son environnement familial aussi longtemps que possible. Le dossier de ce mois met en valeur ces travailleurs de l'ombre : aides à domicile, infirmières ou ergonomes, qui sont au cœur de ce soutien quotidien aux personnes fragilisées par l'âge, le handicap ou la maladie. Nous avons aussi la fierté d'avoir conçu il y a 37 ans – bien avant les autres – une alternative à taille humaine, sécurisée et adaptée à l'avancée en âge, avec les maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa). Parallèlement, nous travaillons en étroite collaboration avec les professionnels de la santé, les structures médico-sociales et les acteurs locaux pour améliorer l'accès aux soins et garantir des parcours de prise en charge coordonnés et adaptés à chaque situation, afin de donner les mêmes chances de bien vieillir aux habitants de la France périphérique. Ils représentent 91,5 % du territoire national et 33 % de la population française, d'après la nouvelle définition de la ruralité de l'Insee. Avec nos délégués et l'expertise de nos salariés, nous sommes fiers de notre capacité à anticiper et à répondre aux besoins de nos adhérents à tous les âges de la vie.

Pascal Cormery, président de la MSA

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : François-Emmanuel Blanc – Comité d'orientation : Pascal Cormery ; Philippe Moinard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédacteur en chef adjoint : Franck Rozé – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Marie Molinaro ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : agence La Suite&Co – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs - Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © Frédéric Fromentin/Le Bimsa – Édito : © Patrice Maurein/CCMSA Image

L'ACTU EN RÉGIONS

P. 03

L'ACTU DE L'INSTITUTION

P. 06

L'ACTU EN IMAGE

P. 07

TERRITOIRES

Charente-Maritime
De la fourche à la fourchette
P. 08

EN JEUX

Logement des jeunes
Donner un toit à son projet
P. 12

DOSSIER

Grand âge
Vieillir chez soi



P. 15

RENCONTRES

Manger sain et local
Un festival de saveurs
P. 22

Santé et sécurité au travail
Ça tourne au lycée !
P. 24

Annick Poulard
Plus belle la vie
P. 25

EN PRATIQUE

Seniors
Qui vit en établissement ?
P. 26



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.



Gironde

Un modèle inspirant



L'association la ferme Deux Bouts, un atelier chantier d'insertion travaillant au retour à l'emploi, créé à Vayres il y a trois ans, lauréat du programme Inclusion & Ruralité et soutenu par la MSA Gironde, a reçu la visite de Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises le 16 mai. Il a qualifié la structure de modèle répliquable et inspirant et souligné l'importance de l'accompagnement des projets d'insertion. Rappelons qu'il est en charge de la préfiguration du futur dispositif France Travail, « guichet unique » successeur de Pôle emploi.

France

Marpa chantante

Premier concours de chant organisé par la fédération nationale des maisons d'accueil et résidence pour l'autonomie (Marpa), « MarpaVision » s'adresse aux résidents mais aussi aux salariés, bénévoles, membres des familles, enfants ou encore aux seniors résidant sur le même territoire. Date limite de participation le 15 octobre. Contact et infos sur www.marpa.fr/marpa-vision-2023



© Lou Roy/Le Bimsa

Prévention et dépistage en toute simplicité

Le 13 avril, à Saint-Privat, une conférence sur la prévention et le dépistage des cancers urinaires, de la prostate et du côlon, initiée par Christiane Rosier, administratrice référente MSA dans le secteur d'Argentat, a été organisée par la MSA du Limousin. Animée par trois médecins du centre médico-chirurgical de Tronquières d'Aurillac – le Dr Anne-Stéphanie Dumain, chirurgienne viscérale et digestive, les Dr Baptiste Olivi et Denis Rey, urologues – cette soirée imaginée en partenariat avec la Ligue contre le cancer de la Corrèze et Groupama d'Oc, permet de parler simplement et sans tabou de ces maladies. L'occasion pour la soixantaine de participants d'échanger facilement avec des spécialistes prodiguant les meilleurs conseils en termes de prévention et de dépistage. Le président du comité de la Corrèze de la Ligue contre le cancer, Jean-Louis Jayat, a présenté les services de l'association et, en particulier, les soins



Réalité virtuelle, conférence, conseils de spécialistes, les participants sont incollables sur la prévention et le dépistage des cancers urinaires, de la prostate et du côlon.

oncologiques de support déployés dans le département. Une animation de réalité virtuelle a également été proposée à l'assistance.

© MSA du Limousin

Calvados

Les jardins d'Arlette, du bio et du bon



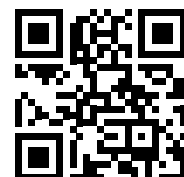
Les délégués MSA ont organisé un quiz qui a permis aux heureux gagnants de remporter un panier de légumes produits sur place.

légumes bio en plein cœur de la petite ville du Calvados. Ils gèrent par ailleurs les vergers municipaux de la commune. Ils sont soutenus par la municipalité qui met à leur disposition le terrain et les bâtiments qui les accueillent.

C'est là que les élus de l'échelon local Caen-Ouitreham-Cabourg-Troarn de la MSA Côtes Normandes ont décidé d'installer leur stand. L'occasion notamment de rappeler le rôle des délégués et de sensibiliser au gaspillage alimentaire. Ils ont organisé un quiz qui a permis aux heureux gagnants de remporter un panier de légumes produits sur place.

Plus d'infos : elusterritoires.msa.fr

Les journées portes ouvertes des Jardins d'Arlette de Mondeville et leur fameuse foire aux plants attirent traditionnellement beaucoup de visiteurs. Ce fut une fois encore le cas les 5 et 6 mai. Les salariés de l'atelier chantier d'insertion y cultivent des fruits et



Lorraine

My colo

La MSA Lorraine renouvelle son partenariat avec l'association de vacances de la Mutualité agricole (AVMA) pour l'opération My Colo, en aidant les enfants de 6 à 15 ans à partir en vacances cet été. Ils seront accueillis du 10 au 24 juillet dans le village vacances Sweet home Cabourg dans le Calvados. Les tarifs sont calculés en fonction du quotient familial.



Île-de-France

Des annonces pour les France services



Stanislas Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, a ouvert les rencontres régionales France services en Île-de-France organisées le 11 mai à la Maison de la Chimie à Paris. Il a, à cette occasion, annoncé de nouveaux engagements comme l'augmentation des formations des conseillers, l'accroissement du nombre de services proposés ou encore la promotion du réseau de bus France services. Des représentants de la caisse centrale et de la MSA Île-de-France ont participé aux échanges aux côtés de l'Agence nationale de la cohésion des territoires et de la Banque des territoires. Aujourd'hui, la Mutualité sociale agricole porte près de 80 structures de ce type nées de l'ambition d'un retour du service public au sein des territoires.



Les deux premières journées bien-être ont réuni une cinquantaine d'éleveurs.

Nord et Pas-de-Calais

Les risques de l'élevage

Les équipes de la MSA Nord-Pas de Calais sont allées à la rencontre des éleveurs et des inséminateurs lors de deux journées bien-être en élevage bovin organisées le 10 mai à Villers-Sir-Simon dans le Pas-de-Calais et le 11 mai à Floursies dans le Nord. Elles ont réuni une cinquantaine de professionnels. Au programme : parcours santé, atelier zoonose, hygiène animale, conception des bâtiments, ergonomie des postes de travail, etc.

Le but de ces rendez-vous initiés par Gènes diffusion, une société spécialisée dans la génétique et la reproduction animale des espèces bovine, porcine, équine et lapine, est d'abord de prévenir

les risques engendrés par des métiers exigeants pour le corps. « Nos objectifs sont de contribuer à améliorer le bien-être des éleveurs et de les sensibiliser sur les conditions de travail des inséminateurs via des ateliers de prévention », précise Thierry Petit, conseiller en prévention des risques professionnels. La Chambre d'agriculture, les services vétérinaires et l'Institut de l'élevage ont également animé des ateliers. « Les déplacements des animaux pour les soins ou le transport sont des moments particulièrement à risque », souligne-t-il.

La troisième et dernière journée se tient le 20 juin à Saint-Josse dans le Pas-de-Calais.

Indre

Premiers secours aux nourrissons

Grâce au programme 1 000 premiers jours, c'est près de cent assistantes maternelles mais aussi des parents et grands-parents qui sont actuellement formés aux gestes qui sauvent, spécifiquement à destination des 0/3 ans sur le territoire du parc naturel régional de la Brenne. Dispensée par deux sapeurs-pompiers de l'Indre, cette opération lancée par les délégués MSA Berry-Touraine et Groupama a pour objectif de former gratuitement aux gestes des premiers secours les acteurs de la petite enfance et leur entourage.

Elle permet à la fois de remobiliser les acteurs locaux de santé sur les enjeux de la petite enfance et elle s'inscrit dans la dynamique de la charte famille,



Une formation a été organisée à Le Blanc en mars et une autre à Pouligny-Saint-Pierre en avril.

co-pilotée sur le territoire par le service développement des territoires de la caisse Berry-Touraine et de la caisse des allocations familiales de l'Indre.

Décathlon de la santé



© MSA Auvergne

L'objectif premier du décathlon de la santé est de faire prendre conscience aux élèves qu'ils sont les propres acteurs de leur santé et de leur sécurité au travail.

Après un premier décathlon de la santé organisé au lycée agricole du Breuil-sur-Couze dans le Puy-de-Dôme le 28 mars avec cinq autres établissements, les équipes de la MSA Auvergne ont renouvelé l'opération le 16 mai avec le même succès au lycée agricole de Montluçon-Larequille situé à Durdal-Larequille dans l'Allier.

Le dispositif qui s'inscrit dans la semaine santé et sécurité est intégré au programme scolaire de ces professionnels de l'agriculture en devenir. Il a permis d'aborder des thèmes en prise directe avec leurs futurs métiers. Plus

de 100 élèves ont participé à cet événement à la fois didactique et ludique. Au programme : la prévention des troubles musculosquelettiques, le risque biologique et chimique, le travail en hauteur, le bruit mais aussi le harcèlement scolaire, le sommeil/le stress, les conduites addictives, la nutrition et l'hygiène bucco-dentaire ainsi que le rôle d'accompagnement de la MSA tout au long de leur carrière. Deux délégués de la MSA Auvergne, Philippe Moret et Michel Bouteille, ont animé l'atelier « La MSA : quel rôle ? » au côté de Régis Barichard, conseiller en protection sociale.

Lot-et-Garonne et Dordogne

Instants entreprises



© MSA Dordogne, Lot-et-Garonne

Ce type de rencontres sera renouvelé dès la rentrée de septembre.

La MSA Dordogne, Lot-et-Garonne a initié deux premières rencontres à destination des grandes entreprises de plus de 50 salariés les 4 et 15 mai derniers, à Agen (Lot-et-Garonne) et à Bergerac (Dordogne). « Cette action vise à développer une offre de services adaptée aux profils différenciés des cotisants, l'objectif étant de nous rap-

procher des grands comptes », indique Ilham Tour, responsable du pôle entreprises créé en mai 2022 avec pour mission de fidéliser et de mieux accompagner les grandes entreprises dans leurs démarches. Au préalable, un sondage a été adressé aux futures participantes pour qu'elles expriment leurs besoins. Pour ces deux premiers rendez-vous, le thème des arrêts de travail a été préféré à ceux de la déclaration sociale nominative (DSN) et de l'embauche des salariés. Pour répondre aux questions des invités, membres des ressources humaines, comptables ou dirigeants des grandes entreprises, aux côtés de la responsable du pôle dédié, le responsable de la prévention des risques professionnels, un médecin du travail et quatre conseillers en entreprise de la MSA Dordogne, Lot-et-Garonne se sont mobilisés.

AGENDA

France

Les nuits des forêts Du 9 au 18 juin

Les nuits des forêts reviennent du 9 au 18 juin pour une 4^e édition, dans 170 forêts partout en France ! Pensées comme une invitation à (re)découvrir la forêt proche de chez soi, les nuits des forêts œuvrent à sensibiliser les citoyens à leur importance. Pendant 10 jours, le festival permet d'aller à la rencontre de celles et ceux qui contribuent à leur entretien et leur protection, et de se reconnecter à la nature de manière sensible à l'occasion de spectacles, expositions et autres expériences atypiques et immersives, de jour comme de nuit.

nuitsdesforets.com

France

Journées nationales de l'agriculture Du 16 au 18 juin



Partout en France, des visites libres ou commentées d'exploitations agricoles, de sites d'expérimentations, d'entreprises agro-alimentaires ou d'usines de fournitures agricoles, de sensibilisation à l'environnement et au travail de la terre, des tables rondes autour des enjeux de l'agriculture de demain ainsi que des dégustations des produits de la ferme sont proposées au public.

journéesagriculture.fr

Saint-Bonnet-de-Joux

Euroforest Du 22 au 24 juin

Événement forestier de référence pour découvrir la filière forêt-bois, de la gestion forestière, en passant par la récolte et la transformation du bois, jusqu'au renouvellement des forêts : 42 000 visiteurs et 400 exposants sont attendus !

www.euroforest.fr

Les comptes de la MSA certifiés

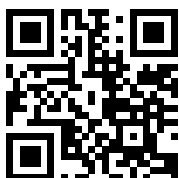
Lors du conseil d'administration de la caisse centrale de la MSA du 2 mai, les commissaires aux comptes annoncent la certification des comptes consolidés du régime agricole pour 2022. Ils soulignent l'absence d'anomalies suite à l'ensemble des procédures de contrôle et des audits auprès des caisses ainsi que du système d'information. Le conseil central approuve par conséquent les comptes annuels pour l'exercice 2022. Un résultat fruit de la qualité de gestion collective et de l'unité du réseau : la présentation intervient 17 jours plus tôt que l'an passé, une performance due à l'implication des personnels des directions comptables et financières de la caisse centrale, des caisses ainsi que des équipes des commissaires aux comptes.

6 063

comptes Mémo santé enfant créés entre octobre 2022 et avril 2023, dont 4 442 assurés MSA (73 %).
memo-sante-enfant.fr

Les webinaires retraite

Des questions sur votre âge de départ, votre relevé de carrière ou sur les différents régimes auxquels vous avez cotisé ? Quatre webinaires « Ma retraite et moi » vous apporteront des réponses. Au programme, 20 minutes de présentation et 25 minutes de questions/réponses. Prochaines dates les jeudi 8 juin, lundi 19 juin et jeudi 22 juin.



rdv-retraite.fr/webinaire/

Les métiers agricoles à l'honneur pendant trois jours

Placée sous le signe de la découverte des métiers, la 3^e édition des Journées nationales de l'agriculture, organisée du 16 au 18 juin, sera axée sur l'écoute, la pédagogie et la conviction, en faveur de l'attractivité des métiers agricoles. Près de 190 000 agriculteurs, soit plus de la moitié d'entre eux, pourraient prendre leur retraite d'ici 2030. Cette diminution du nombre de professionnels va de pair avec une recomposition des métiers : développement des entreprises de prestations de services agricoles, entrée de nouveaux profils non issus du milieu, intégration des salariés dans les formes sociétaires. Ces mutations transforment la réalité du monde agricole dans les territoires.

Les Journées nationales de l'agriculture seront l'occasion de donner à voir au grand public la diversité des métiers ainsi que les hybridations qui s'opèrent aujourd'hui pour préparer l'avenir. Partout en France, des visites libres ou commentées d'exploitations, de sites d'expérimentations, d'entreprises agroalimentaires ou d'usines



Imagées par Make.org Foundation et l'association #agridemain, les Journées nationales de l'agriculture sont soutenues par la MSA.

de fournitures agricoles, des ateliers pédagogiques de sensibilisation à l'environnement et au travail de la terre, des pique-niques dans les vignes, des tables rondes autour des enjeux de l'agriculture de demain ainsi que des dégustations des produits de la ferme seront proposés. Pour en savoir plus : journesagricultures.fr

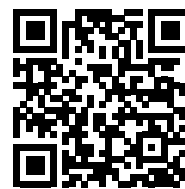
La sécu des agriculteurs auscultée



À un moment où les métiers agricoles sont en pleine mutation, le colloque est conçu pour apporter des éclairages sur les défis présents et à venir que doivent relever les caisses de MSA.

La sécurité sociale agricole est l'objet d'un colloque organisé le 26 juin à l'Université de Lorraine dans ses locaux situés à Metz. Organisé sous la direction scientifique de Thierry Tauran, maître de conférences en droit, il a pour titre « La Mutualité sociale agricole, défis d'aujourd'hui et de demain ».

Cette journée, qui réunit de nombreux spécialistes et chercheurs, a pour ambition d'apporter des éclairages sur l'organisation, le fonctionnement et les missions du régime agricole, notamment sous l'angle juridique, avec une attention portée aux enjeux d'avenir au moment où les métiers agricoles sont en pleine mutation. Paradoxalement, la protection sociale des agriculteurs est assez peu étudiée sous l'angle juridique alors même qu'elle constitue une organisation professionnelle ancienne, vaste et structurée. Le programme complet et les modalités d'inscription gratuite :



factuel.univ-lorraine.fr/node/23447



Calvados | jusqu'au 7 juillet

Caen on n'a que l'amour !

Quand on a une espérance de vie de seulement 20 à 30 jours, se reproduire est un enjeu majeur tout comme celui de se nourrir. Chaque larve de coccinelle peut dévorer jusqu'à 1 500 pucerons par jour, ce qui en fait l'alliée parfaite des amis des potagers et des arbres fruitiers. C'est aussi la raison pour laquelle le jardin des plantes de Caen distribue gratuitement chaque année au printemps depuis 40 ans aux habitants de la commune normande des larves de ces petites gloutonnes. Les Caennais ont jusqu'au 7 juillet pour venir les chercher.

Séance câlins avec les nouveaux-nés de la chèvrerie de Jérôme Rivasseau, située à Vérines, pour les enfants des centres de loisirs de l'agglomération Rochelaise.

Charente-Maritime

De la fourche à la fourchette

Pendant toute l'année scolaire, les enfants des centres de loisirs de Saint-Médard-d'Aunis, Vérines et Croix-Chapeau, à moins de 20 km de La Rochelle, ont participé à l'action « De la fourche à la fourchette » lancée par les délégués de la MSA des Charentes. Au programme : découverte des produits fermiers et sensibilisation à une alimentation équilibrée et responsable.

10 
**élus participent
aux visites et ateliers.**

Le 21 septembre 2022, vingt-cinq petits curieux débarquent dans la chèvrerie de Jérôme Rivasseau, les sens en éveil : « Ça sent fort ! », « Elles sont trop mignonnes ! ». Pendant que certains donnent à manger aux animaux, d'autres suivent avec fascination le robot de la ferme qui entame sa tournée de distribution de grains. Alors que l'éleveur explique au groupe comment il produit les céréales qui vont nourrir ses animaux – « Ah oui il y a plusieurs sortes de grains, c'est pour ça qu'il y a des chèvres blanches et marron ? » – et fabrique ses propres fromages, au détour d'une allée... surprise, ils assistent à une naissance, imprévue, en direct ! Ça commence fort.

Cette rencontre atypique a pu avoir lieu grâce aux délégués MSA du territoire. Lorsque le régime agricole annonce le lancement d'une grande action nationale sur le thème de l'alimentation à l'automne 2022, les élus du comité La Rochelle-Océan entament leur réflexion. « Nous avons tout de suite pensé aux enfants, car ce sont les consommateurs de demain. Mais on s'est dit qu'une seule journée, ce n'était pas suffisant », explique Christine Bouin, présidente du comité local. Démarre alors un projet qui va prendre de l'ampleur, en collaboration avec l'association Plaine d'Aunis pleine de jeunes (PAPJ), gestionnaire des centres de loisirs de Saint-Médard-d'Aunis, Vérines et Croix-Chapeau. Objectif : sensibiliser les enfants de 6-7 ans à une alimentation équilibrée et responsable « de la fourche à la fourchette ». Visites à la ferme chez deux exploitants, animations sur la nutrition et ateliers cuisine avec une nutritionniste... En tout, les élus et une trentaine d'enfants ont vécu neuf journées, entre septembre et mars, riches de découvertes.

Le 19 octobre, Camille Gravouil, nutritionniste, a mené plusieurs exercices avec les consommateurs en herbe : « Nous avons abordé à la fois l'équilibre alimentaire, comment se faire plaisir en faisant attention à ce qu'on mange, et l'alimentation responsable, comme le gaspillage ou la gestion des déchets. Nous avons testé un jeu que j'ai créé, sorte de Cluedo® du parfait petit-déjeuner. On a également vu comment composer un goûter, en regardant et comprenant bien les emballages afin d'être plus autonome. Les enfants étaient très intéressés. Ils arrivent à se rendre compte qu'ils n'ont pas tous le même rythme alimentaire et comprennent tout à fait l'impact sur leur bien-être : si je ne mange pas le matin, je suis fatigué dans la matinée et moins à l'écoute en classe. »

Forts de leurs nouvelles connaissances, au début du mois de novembre, c'est chez Pierre Bouteiller, maraîcher et apiculteur bio à La Jarne, que la troupe se retrouve.



© MSA des Charentes

Carine Piot, animatrice de territoires à la MSA des Charentes.



L'action nationale sur l'alimentation de la CCMSA a été l'amorce du projet « De la fourche à la fourchette » que le comité La Rochelle-Océan a voulu inscrire dans la durée. Les délégués du territoire ont choisi de sensibiliser les enfants à la promotion de la santé par l'alimentation mais aussi par l'agriculture locale et sa saisonnalité et faire découvrir les produits fermiers. Une philosophie partagée avec l'association Plaine d'Aunis pleine de jeunes (PAPJ) qui regroupe les centres de loisirs avec lesquels nous avons travaillé.

Les visites et les échanges avec les deux exploitants agricoles, Jérôme Rivasseau et Pierre Bouteiller, ont été d'une grande richesse. Lors des ateliers culinaires, les enfants ont (re)découvert des légumes de saison via la réalisation de recettes de cuisine variées, équilibrées et faciles à reproduire en famille.

C'était aussi une manière de valoriser nos actions de proximité, de renforcer, affirmer notre place sur les territoires sous le prisme de la santé et l'action sociale tout en se détachant de cette étiquette MSA liée au recouvrement des cotisations sociales.

La régularité des rencontres a contribué à créer du lien entre les enfants et les élus bénévoles, très impliqués du début à la fin, et a permis de très beaux moments de partage qui ont contribué au succès du projet.



Découverte des variétés de choux avec Pierre Bouteiller du Potager de la Jarne, maraîcher et apiculteur. Les centres de loisirs espèrent bien poursuivre les visites à la ferme pendant l'été.



Sur ce territoire du nord de la Charente-Maritime, les enfants des trois communes peuvent être qualifiés de « semi-urbains ». Bien qu'étant plus proches de la campagne que de la ville, ils ne profitent que très peu leur environnement rural.



Préparation d'un mille-feuille aux légumes de saison et fromage de chèvre frais avec Camille Gravouil, nutritionniste.

Photos : DR



Au programme : découverte des légumes de saison, des différents types de choux, céleris, fenouils, asperges, artichauts, visite du potager et des serres ainsi que de la basse-cour, du verger et bien sûr des ruches. « Lors des ateliers cuisine que nous organisons régulièrement, ils ont des réflexions parfois étonnantes, comme le fait que les pommes de terre poussent dans le supermarché, témoigne Christelle Moinard, responsable de l'accueil des P'tites marmottes, à Croix-Chapeau. Il nous semblait donc intéressant de leur montrer la réalité, d'autant qu'à cet âge ils sont curieux et apprennent beaucoup. »

Des enfants bluffants et bluffés

« C'est un tomatier ? » ; « La choucroute, c'est du chou avec de la croûte ? » Les remarques pleines de candeur confirment ce que pensait l'équipe de PAPJ, mais d'autres, au contraire, les surprennent. « Certains enfants avaient une connaissance très fine des différentes variétés de choux, ça m'a bluffé !, continue l'animatrice. Ça met en évidence l'écart de connaissances qu'il peut y

avoir entre eux. » En fin de visite, Pierre Bouteiller leur montre comment faire des carottes lactofermentées. Chacun repart avec son petit pot.

Fin novembre, puis fin mars, retour chez Jérôme Rivasseau pour rencontrer les chevreaux nés au cours du mois. Un moment attendu avec impatience. « La chèvre est un animal très proche de l'homme, et les miennes sont habituées à voir beaucoup de monde, souligne l'éleveur de 500 chèvres laitières, qui ouvre sa ferme à tous les curieux. Je veux que les gens puissent voir comment ça se passe dans mon élevage. J'aime expliquer mon métier et donner à voir une autre image de l'agriculture que celle de la télévision. Le contact avec l'animal réveille quelque chose en eux. J'ai pu le constater avec certains groupes de visiteurs en situation de handicap, autistes. Les accompagnateurs étaient étonnés d'en voir certains parler, caresser les animaux. Ce contact avec l'animal intéresse beaucoup les enfants, mais les adultes ne sont pas en reste ! » Ce n'est pas la dizaine d'élus MSA, qui a accompagné les enfants du début à la fin du projet, qui dira le contraire. « Tout le monde était enthousiaste,

30 
enfants de trois centres
de loisirs.

confirme Christine Bouin. *J'ai moi-même participé à toutes les sorties et ateliers.* »

Après la découverte des coulisses du monde agricole, il était temps de passer à la pratique gustative ! Fin janvier et début février, Camille Gravouil a animé trois ateliers cuisine dans chaque centre de loisirs, autour des produits vus lors de leurs visites. Au menu : mille-feuille de légumes de saison au fromage frais de chèvre, *energy balls veg-gies* (petites boules faciles à transporter), *pancakes* au légumes et fromage frais. Faire soi-même la cuisine, comprendre que ce n'est pas si difficile ni trop long, découvrir ou redécouvrir de nouvelles saveurs, sont de bons moyens de se réapproprier la façon de voir la nourriture de manière amusante, et en famille. « *Certains qui n'aimaient pas les épinards, par exemple, ont tout de même bien voulu goûter ce qu'ils avaient préparé et se sont rendu compte qu'ils aimaient bien la version fraîche de ce légume qui a mauvaise réputation dans les cantines, se remémore Céline Espiot, directrice de PAPJ. Cela permet de leur montrer que quelque chose qu'ils n'aiment pas dans un certain cadre, ils peuvent l'apprécier autrement.* »

Début mars, les bénévoles MSA ont également réalisé une animation sur la fabrication du fromage de chèvre à partir de faisselle achetée chez Jérôme Rivasseau, avant une dégustation, accompagné du miel de Pierre Bouteiller, bien sûr, venu parler des abeilles pour l'occasion. Les nouveaux petits chefs repartent avec de beaux souvenirs, des tabliers ainsi que des toques au logo de l'action et un livre de recettes. Ces derniers seront distribués lors d'une journée de clôture festive organisée avec les familles et tous les partenaires le 14 juin.

■ Marie Molinario



Tout le monde met la main à la pâte pour la fabrication du fromage de chèvre à partir de faisselle achetée chez Jérôme Rivasseau.



© PAPJ

Céline Espiot, directrice de l'association Plaine d'Aunis pleine de jeunes (PAPJ), gérant plusieurs accueils enfance et jeunesse.



Ce qui nous a motivés, c'est l'aspect éducation à l'alimentation par le biais du terrain, montrer concrètement aux enfants comment sont produits les légumes. C'est bien plus parlant pour eux qu'un cours théorique. On avait envie de ramener de l'humain dans tout ça. D'autant que nous entendons de plus en plus parler de troubles alimentaires chez les enfants. Cela permet d'aborder ce sujet de façon positive. Nous avons déjà visité des fermes pédagogiques mais la MSA nous a aidés à ouvrir des portes car ce n'est pas toujours facile de trouver une ferme qui accepte d'accueillir des groupes de bambins. Un lien s'est créé avec l'éleveur, on a pu entrer dans la réalité des coulisses. Le but des ateliers cuisine était également de ramener des idées à la maison, un moment partagé en famille où l'on peut discuter, transmettre, manipuler (en travaillant la motricité fine), compter. D'où notre idée de faire un livre de recettes afin de boucler la boucle.

Je pense que tous ont pris plaisir à être plus proches de la nature, d'avoir cette forme de liberté. Sans parler du fait qu'il y a eu un échange intergénérationnel important avec les bénévoles de la MSA. On a ouvert une petite porte qui permettra peut-être à certains de voir les choses avec plus de curiosité.

Faciliter l'hébergement et la mobilité des jeunes en Bourgogne-Franche-Comté, telle est la mission du service 1 projet 2 toits.



Logement des jeunes

Donner un toit à son projet

« Chez 1P2T nous mettons notre énergie à ton service pour trouver la solution qui te convient. » Si le sigle 1P2T pourrait laisser penser qu'il s'agit du slogan d'une entreprise en solutions informatiques ou d'une agence d'intérim, il n'en est rien. Loin d'être une accroche à visée mercantile, cette phrase résume l'action du service « 1 projet 2 toits » qui développe et anime un réseau visant à faciliter l'hébergement et la mobilité des jeunes en Bourgogne-Franche-Comté.

Pour cerner davantage le concept, qui a tapé dans l'œil du jury de l'appel à projets Sites habitats 2022, financé par le régime agricole et présenté lors de la journée de l'action sanitaire et sociale organisée à la caisse centrale de la MSA le 1^{er} juin (voir encadré), précisons qu'il s'adresse aux moins de 30 ans ayant besoin de se loger dans l'un des huit départements de la Bourgogne-Franche-Comté pour accéder à un diplôme ou à un emploi.

Tout part d'un double constat et d'une première expérimentation. Apprentis, saisonniers, étudiants alternants ou stagiaires de l'enseignement agricole peinent à trouver une solution de logement à proximité de leur activité ; dans le même temps, un logement sur dix est inoccupé en Bourgogne-Franche-Comté (source Insee) et davantage encore sont sous-occupés. Voici l'état des lieux qui a entraîné la création, en 2012, du dispositif « un deuxième toit » en Franche-Comté – la première expérimentation. Portée par les Maisons familiales et rurales (MFR), la MSA et l'association Familles rurales, elle misait sur la constitution d'un réseau de relais locaux à travers la région.

« Il y avait une carte publique avec les relais locaux mais il n'y avait pas de coordination régionale. Les jeunes devaient prendre contact directement avec un travailleur social de la MSA, un membre de l'association Famille rurale, ou un représentant de MFR. Et l'un deux devait activer les réseaux pour trouver des logements. Dans les faits, ce n'était pas simple et l'initiative s'est peu à peu endormie. En ayant tout de même trouvé plus de 250 solutions logement entre 2012 et 2018 », explique Laura Bourdin, chargée de mission au service d'action sanitaire et sociale de la MSA Franche-Comté. S'inspirant de ce modèle en ce qui concerne l'esprit familial, un certain sens de l'entraide et son attachement au milieu rural mais aussi d'un dispositif similaire, le service interdépartemental pour la réussite des alternants (Sira), déployé en région Auvergne-Rhône-Alpes depuis bientôt dix ans, dont « 1 projet 2 toits » conserve l'esprit tout en élargissant la cible et en le modernisant.

« Pour la nouvelle mouture, construite il y a deux ans, nous avons mis en place une coordination régionale permettant d'établir une base de données de logements, de chambres, de places en internat..., précise Laura Bourdin. Ce qui a donné naissance à un site Internet spécifique à ce dispositif. » Grâce à cela, le premier objectif de cette initiative, à savoir « simplifier la recherche de logement » est atteint.

Le site n'a, pour autant, rien à voir avec une plateforme de réservation hôtelière. Il est conçu pour guider de façon simple et didactique le demandeur dans sa démarche. Mais aucune offre de logement n'est affichée.



Juliette Simonot, coordinatrice 1 projet 2 toits, et Damien Lhorme, développeur à la fédération régionale MFR Bourgogne-Franche-Comté et créateur du site internet, sont au centre du dispositif.

Les demandes faites sur le site déclenchent la mise en relation du jeune avec le relai de proximité afin de préciser ses besoins, ses moyens, ses contraintes et de valider sa recherche. À partir de ce moment, Juliette Simonot, coordinatrice du projet, active ses réseaux locaux pour dénicher le logement le mieux adapté. C'est l'une des forces du concept : jeunes et bailleurs ne sont pas livrés à eux-mêmes. Une fois la solution trouvée, le service assure non seulement leur mise en relation pour qu'ils apprennent à se connaître mais aussi leur accompagnement.

« Pour les jeunes et leur famille, qui cherchent un logement, ce dispositif a un côté sécurisant, réagit Juliette Simonot. Les réponses se font au cas par cas, c'est du sur-mesure. Si nous avons une demande d'un adolescent de 16 ans qui fait sa première année d'apprentissage loin de chez lui, nous allons essayer de trouver une chambre chez l'habitant avec la possibilité de déjeuner ensemble. Nous les orientons et les conseillons également dans leurs démarches pour solliciter des aides financières pour se loger par exemple. » Idem pour les propriétaires bailleurs. « 1 projet 2 toits » met à leur disposition un contrat de location simple pour mieux vivre ensemble et a établi une charte.

Un réseau local étoffé

Mais rien ne serait possible sans le réseau de partenaires et de relais locaux qui facilitent l'identification des logements disponibles. MFR, MSA, Familles rurales, missions locales, Action logement service, communes, réseau des établissements publics de formation agricole de Bourgogne-Franche-Comté, Jeunes Agriculteurs... « On fait toujours feu de tout bois lorsqu'on recherche une solution, souligne Juliette Simonot. Nous regardons du côté

des offres qui sont référencées mais aussi dans le parc privé ou le parc social. Il faut communiquer, relayer cette action auprès des habitants, des élus locaux, des associations. Ce qui compte vraiment dans ce dispositif, ce qui fait qu'il est vivant, ce sont le réseau de partenaires, sa souplesse et les relais locaux. »

Comme aucune demande ne se ressemble, il n'y a pas d'offre type. Certains hôtes sont pré-enregistrés. Ils ont entendu parler du dispositif et ont une chambre disponible. Ils le font par solidarité. Souvent leurs enfants ont connu la même situation. Il existe également des offres collectives : les établissements disposant d'internat et qui ont la possibilité d'accueillir des jeunes temporairement, les communes qui ont des logements dédiés aux saisonniers... « Nous travaillons avec l'association Habitats Jeunes qui propose des hébergements collectifs, ce qui permet de maîtriser son budget puisqu'il propose des forfaits tout compris », ajoute la coordinatrice.

Dans la pratique, ce dispositif a déjà permis à 60 personnes de trouver une solution de logement depuis sa création en septembre 2022. C'est ainsi que Justine, en stage de robotique près de Maîche dans le Doubs du 1^{er} juin au 31 août prochain, se voit proposer une chambre dans la ferme d'Anne, l'épicière du village d'à côté, pour un loyer de 150 euros, charges comprises. Ne leur reste plus qu'à établir le contact par l'intermédiaire du relai local et faire plus ample connaissance. L'accompagnement ne s'arrête pas là puisque que ce dernier va assurer le suivi des propositions et fera le point avec la jeune femme sur l'aboutissement de son projet de formation.

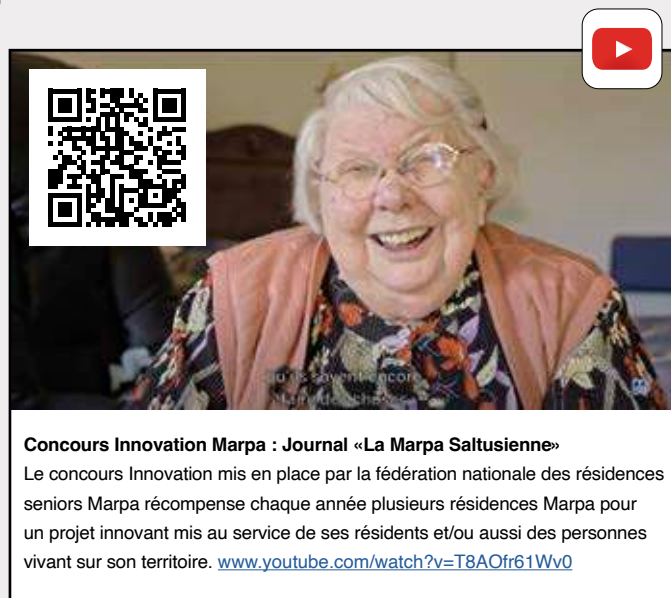
Ainsi, tout est mis en œuvre pour que mobilité et logement ne soit pas des freins mais des leviers puissants pour la réussite d'un projet professionnel et une vie sociale épanouie.

■ Frédéric Fromentin

Habitats et lutte contre les précarités

La journée de l'action sanitaire et sociale organisée le 1^{er} juin à Bobigny dans les locaux de la Caisse centrale de la MSA avait pour thème : « HabitatS et lutte contre les précaritésS. »

L'intervention de Bernard Devert, président fondateur de « Habitat et humanisme », devenu prêtre en 1987, a été l'occasion pour l'assemblée de prendre de la hauteur sur le problème du mal logement. La création de l'association en 1985 répond à l'exclusion et l'isolement des personnes en difficulté. Elle agit en faveur du logement, de l'insertion et de la création de liens sociaux. La journée a également été l'occasion de découvrir des actions innovantes menées par les services de la MSA partout en France autour de trois axes : la lutte contre le mal-logement et les précarités énergétiques, le logement des jeunes et des saisonniers agricoles, l'adaptation du lieu de vie à la perte d'autonomie et la lutte contre l'isolement.





DOSSIER

Grand âge

Vieillir chez soi

De nombreux aînés expriment le souhait de continuer à vivre chez eux, dans le confort de leur foyer, même lorsque les défis liés à l'âge se font sentir. Grâce à l'engagement quotidien de professionnels tels que les aides à domicile, les infirmières, les ergonomes, les opérateurs de téléassistance ou les livreurs de repas, il est possible de l'envisager de façon plus sereine pour les personnes elles-mêmes et leurs familles en répondant aux besoins spécifiques liés au vieillissement. Cette volonté de vieillir chez soi, soutenue par des experts qualifiés et des aides adaptées aux différents niveaux de dépendance, permet aux personnes qui font ce choix de maintenir leur qualité de vie et de préserver leur bien-être physique et émotionnel. Rencontre avec des professionnels indispensables à l'accompagnement à domicile et avec les personnes qui les accueillent chez elles au quotidien.



Jacques ne restera pas longtemps seul sur le canapé. Après le ménage, Sandra le rejoindra pour bavarder quelques minutes avant de reprendre sa tournée.

© Frédéric Fromentin, Le Bimsa

Aides à domicile

Soutien au quotidien

Pour se maintenir à domicile, les personnes en perte d'autonomie ont besoin de soutien. Véritables chevilles ouvrières de cet accompagnement, les aides à domicile partagent l'intimité des gens, les soutiennent moralement et sont souvent les seules à entretenir un véritable lien social avec eux. Trois d'entre elles, Sandra, Sandrine et Sylvie, ont accepté que nous les suivions autour de Bourges le temps d'une journée.

Mardi 16 mai – 09 h 30

« On va donner un coup de peigne ? » l'interrogation de Sandra est rhétorique. Même s'il proteste gentiment, Jacques Trochou le sait. Tête baissée, yeux fermés, il se laisse faire. Le geste est tout aussi précis qu'attentionné. « C'est pour que je sois beau ? Eh ben, y'a du boulot ! » sourit-il une fois le peigne posé. La scène n'est pas sans évoquer une mère et son enfant. Son vieil enfant, de 91 ans. Sandra n'est évidemment pas sa mère, ni sa femme – qu'il a perdue deux ans plus tôt – ni sa fille. Elle travaille pour l'association d'aide et de services à domicile du Cher, Facilavie. « M. Trochou a droit à 15 heures par mois. J'interviens une heure le mardi et le vendredi matin et deux heures le vendredi après-midi. C'est à moi de gérer ce qu'il y a à faire ici. Parfois quand j'arrive, il n'a pas encore déjeuné, je lui prépare donc son café. S'il l'a pris, je fais sa toilette. Le vendredi matin, je mets les draps à laver, ça me permet de les étendre l'après-midi. Le mardi c'est le balai, le vendredi l'aspirateur », explique-t-elle en aérant le lit. Quand elle l'entend s'asseoir dans la cuisine, elle s'empresse de nettoyer la salle de séjour pour qu'il puisse s'installer confortablement dans son fauteuil. Ce ne sera pas pour tout de suite ; l'infirmière sonne à la porte. Elle lui rend visite tous les jours. Trois minutes plus tard, la voilà repartie et Jacques libre de rejoindre son fauteuil. Ce qu'il fait, non sans difficulté. « Aujourd'hui ça va à peu près », glisse Sandra qui, tout en balayant la cuisine, le surveille d'un œil.

10 heures

M. Trochou vient de réaliser l'essentiel de ses déplacements et a vu l'intégralité des personnes qu'il croisera

aujourd'hui. « Il y a des moments, je m'ennuie, c'est sûr. La solitude c'est dur quand on est vieux mais je ne veux pas aller en Ehpad, ça me foutrait le bourdon », confie-t-il. Sandra termine la cuisine, s'occupe de la chambre et « après je m'installe un peu avec lui, pour qu'il ait de la compagnie. Il aime bien ».

Des moments qui laissent place aux souvenirs parfois lointains. Il se remémore son service sous les drapeaux en Algérie et la peur qui ne le quittait pas. Il mentionne son fils qui l'appelle plusieurs fois par jour. Sandra lui donne des nouvelles de son compagnon. Et puis, les larmes montent aux yeux du vieux monsieur quand il évoque sa femme. Sandra le reconforte. Une sonnerie retentit. Le minuteur posé sur la table fait savoir que l'heure est écoulée.

10 h 30

Changement de décor chez Mme Cassier. C'est Sandrine qui œuvre. Et ce ne sera personne d'autre, affirme la maîtresse des lieux, « j'ai eu une femme de ménage pendant trente ans, poursuit-elle. Elle était là 8 heures par jour, férié, ou pas. C'était la maîtresse de maison. Elle s'est occupée des enfants et des petits-enfants. Elle était un peu mère, un peu grand-mère. Ils lui étaient très attachés ». Avec quatre enfants, onze petits-enfants et deux arrière-petits-enfants, la vaste demeure dans laquelle elle vit est rarement vide et Sandrine n'a pas de quoi s'ennuyer. « Mes petits-enfants veulent m'emmener en vacances, vous vous rendez compte ? », ironise Mme Cassier tandis que Sandrine repasse des vêtements. Cela fait maintenant plus de 4 ans qu'elle vient ici deux fois par semaine. Elle semble faire partie de la famille. Elle connaît les emplois du temps de certains petits-enfants.

10 h 45

L'un d'eux se lèvent d'ailleurs. Ce midi, ils seront trois à table. Tous sont plein de sollicitude pour leur grand-mère.

« C'est une maison qui est chaleureuse, confirme Sandrine. Quand j'arrive le matin, j'ai toujours mon petit café avant de commencer. C'est appréciable. Ce n'est pas chez tout le monde pareil. Il y a des gens chez lesquels on ne voit jamais les enfants ou les petits-enfants. On se sent moins intégré chez eux. Chez Mme Cassier, je suis comme dans la famille. Elle a confiance en moi, j'ai confiance en elle ». C'est au décès de sa grand-mère, dont elle s'était occupée jusqu'au bout, qu'elle a décidé de faire du service à la personne. Elle travaille à Facilavie depuis 11 ans. « J'adore mon métier. La seule expérience que j'avais, c'était de m'être occupée de ma grand-mère. Je n'ai pas de diplôme mais je pense faire mon travail aussi bien qu'une personne diplômée. Suivant les jours, je peux intervenir chez trois, quatre ou cinq personnes le matin. Il y a des gens chez qui je ne vais qu'une fois par semaine pour faire le ménage. Quand ce sont des toilettes, c'est tous les jours. En tout j'interviens chez environ 10 personnes. Il y en a qui sont alitées, d'autres contribuent à certaines tâches. Il faut s'adapter. » Après avoir fait le lit avec Mme Cassier, qui n'est jamais très loin, les deux femmes filent à la cuisine. Midi approche à grands pas et les petits-enfants aussi.

14 heures

Mme Jouannin est en situation de handicap, elle ne peut pas se déplacer sans son déambulateur. La volée de marches séparant son palier de la porte d'entrée du bâtiment l'empêche de mettre le nez dehors. Elle n'est pas sortie de chez elle depuis le 21 octobre. Mère d'une famille nombreuse, « j'ai eu dix gamins ! J'ai été la plus jeune maman de France à 13 ans et la plus jeune grand-mère à 25 ans. Ce n'est pas pour ça qu'on m'a décorée, hein ! », seule sa fille lui parle

Vers une carte professionnelle ?

L'amendement n° 1183 du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2022 vise à permettre l'expérimentation d'une carte professionnelle à l'attention des intervenants et intervenantes de l'aide à domicile. Elle serait un outil au service de leur reconnaissance comme le mentionne Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles, le 9 novembre 2021 au Sénat : « Le constat vient en réalité du terrain. Pendant la crise, ces professionnels ont rencontré des difficultés pour être reconnus en tant que tels et pour bénéficier d'un certain nombre de services ou encore pour exercer au mieux leurs responsabilités. La création de cette carte permettra cette reconnaissance. »

Dans cette expérimentation, prévue sur trois ans, il est proposé à la Caisse nationale de solidarités pour l'autonomie de financer l'élaboration et la mise en œuvre de la carte. Le ministre chargé des solidarités et de la santé arrête la liste des territoires participant à l'expérimentation, dans la limite de cinq départements. À son terme, la carte professionnelle pourrait être généralisée.



© Frédéric Fromentin/Le Bimsa

Mme Cassier a ses petites habitudes. Pour elle, le lit, c'est au carré.

encore. Les voisins déménagent au fur et à mesure car l'immeuble va être détruit. Nul n'a réagi en septembre dernier lorsqu'elle est tombée et est restée une heure et demie étendue sur le sol de la salle-de-bain. « C'est Audrey [NDLR : une aide à domicile de Facilavie] qui m'a retrouvée. » Le bracelet de téléassistance qui ceint aujourd'hui son poignet était sur la table de nuit.

« Cette dame, elle n'a personne en fait. Je fais un peu de ménage mais, surtout, on parle beaucoup. Elle a vraiment besoin de ce contact », confie Sylvie. Aide à domicile pour Facilavie depuis 3 ans, elle visite Mme Jouannin tous les mardis. « Des aides à domicile, j'en connais plusieurs, s'amuse cette dernière. J'ai quelqu'un tous les jours. Heureusement parce que sans ça, je ne vois personne, à part ma fille qui vient une fois par semaine. Enfin, quand elle peut. Avec Sylvie, on se raconte nos petits trucs. » Les deux femmes se sont bien trouvées puisque Sylvie préfère les toilettes, l'aide aux repas et l'accompagnement au ménage.

16 heures

Sandra, Sandrine et Sylvie sont trois des 360 aides à domicile employées par Facilavie. Elles interviennent auprès de 3 000 bénéficiaires sur l'ensemble du département du Cher, dont de nombreux espaces ruraux. 3 000 personnes qui, sans elles, ne pourraient se maintenir à domicile. Si la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023 prévoit de renforcer la politique de soutien à l'autonomie, le secteur de l'aide à domicile « est en très grande crise, déplore Nathalie Fluzat, directrice de Facilavie. Nous sommes vraiment en attente de cette loi du grand âge qui est censée revoir nos modalités de financement. Il y a un paradoxe entre la bienveillance, aider, former nos personnels et les moyens qu'on nous donne pour le faire. Cette année, le constat de toutes les structures d'aides à domicile est le même : les budgets de formation ont été divisés par trois ». Et malgré une récente revalorisation salariale, s'ajoute à cela un problème de recrutement lié au manque d'attractivité de la profession. Accorder une carte professionnelle à ces pivots de la politique de maintien à domicile (voir encadré) résoudra-t-il cette situation ?

■ Frédéric Fromentin

Soins infirmiers à la maison

Leur remède contre l'anti-blouse

De gauche à droite : Florence Estruc, Karen Breuilh, Corinne Roume, gèrent les infirmières qui contribuent, au quotidien, au soutien à domicile des aînés corréziens.



En Corrèze, les infirmières des sept centres de soins infirmiers de MSA Services Limousin interviennent au domicile des patients. Contre le défaut d'attractivité de certaines professions de santé, elles clament leur amour du métier en mettant en avant le travail en équipe et la coordination des soins.

« Je suis une infirmière en fin de carrière, j'ai travaillé 40 ans dans les soins à domicile et honnêtement, je n'aurais laissé ma place pour rien au monde car j'ai franchement eu l'impression d'être utile ! ». Corinne Roume est cadre de santé. Celle qui déclare son « amour pour le métier » est l'une des 42 infirmières diplômées d'État (IDE) qui exercent au sein des sept centres de soins infirmiers de MSA Services Limousin⁽¹⁾. Loin du discours ambiant qui tourne autour de la désaffection du sacerdoce de soignant. Et pourtant : des journées de travail avec une grande amplitude horaire ; des astreintes de nuit ; des soins pour des prises en charge à domicile qui peuvent être lourdes ; des kilomètres de bitume avalés au volant d'un véhicule pour relier les intérieurs douillets et parfois moins douillets des patients qui s'enchaînent !

Alors c'est vrai, l'heure est plutôt à l'abandon des études infirmières. Différents chiffres circulent : 20 % des élèves, selon François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention. « Les étudiants ont du mal à trouver leur place dans les services de soins hospitaliers où les conditions de travail sont parfois difficiles, constate Florence Estruc, coordinatrice du service infirmier de MSA Services Limousin. Des élèves de plus en plus jeunes, parfois choqués dès les premiers stages : à 18 ans, être confronté aux corps nus pour la première fois, ou à des situations complexes de fin de vie ou de soins lourds...

C'est une réalité qui frappe fort ! » Karen Breuilh, directrice du pôle services aux personnes et aux territoires, y voit une autre explication en lien avec Parcoursup, la plateforme en ligne destinée à recueillir et gérer les vœux d'affectation des futurs étudiants de l'enseignement supérieur français. « Depuis sa mise en place en 2018, la sélection n'est plus la même : les étudiants ne sont plus choisis en fonction de leur motivation et ils se positionnent souvent plus par défaut. »

Les infirmières de la MSA

Pour autant, elles s'en sortent. En enregistrant des évolutions. Favorables comme avec les nouvelles générations de médecins, qui sont les prescripteurs de soins : « On se sent plus en situation d'égalité », lâche Corinne, qui se souvient d'un temps où le rapport d'autorité entre les deux professions était nettement plus marqué. Évolutions également dans les relations avec les patients : « S'ils ont gagné en autonomie, ils sont aussi devenus plus exigeants, voire parfois procéduriers. La confiance s'est tarie : les gens sont seuls, leurs familles sont éloignées, ils revendiquent leurs droits et oublient qu'ils ont également des devoirs envers les professionnels de santé. » Elles observent cependant une plus grande fidélité dans le milieu agricole, qui représente 20 % de leur patientèle. « Les ressortissants du régime agricole sont fiers de savoir qu'il existe un service infirmier historiquement créé par la MSA », explique Florence. Elles ne boudent pas leur plaisir quand on les appelle encore « les infirmières de la MSA » !

Et par-dessus tout, pour tenir, elles ont un truc. Deux plutôt : le travail en équipe et la collaboration avec les autres professionnels de santé en faveur d'une meilleure qualité des soins. Ce qui leur fait déclarer qu'elles ne sont « jamais seules ». Cela va des transmissions – « c'est comme ça qu'on arrive à évacuer la surcharge mentale » – à la coordination avec les structures d'exercice coordonné (maisons de santé pluridisciplinaires, communautés professionnelles territoriales de santé, etc.) et les services d'hospitalisation à domicile (HAD), en passant par des dispositifs originaux comme M@do en Corrèze, entre autres⁽²⁾. De quoi améliorer l'attractivité d'un métier en tension, et finir par ne plus avoir la colère dans le cathéter.

Franck Rozé

(1) En Corrèze, les centres de soins infirmiers sont créés dans les années 1960, à l'initiative des élus de la MSA pour pallier le déficit infirmier sur le département. Dans son rapport du 26 mai 2020, la Cour des comptes les identifie comme des établissements dont les missions s'éloignent de celles de la sécurité sociale. Le service infirmier est transféré de la MSA du Limousin à MSA Services Limousin le 1^{er} Juillet 2021.

(2) Première maison de retraite à domicile en France, M@do accompagne de façon évolutive et personnalisée des personnes âgées et/ou en situation de handicap. Elle apporte à leur domicile les mêmes services que dans une structure médicalisée : repas, toilettes, soins, surveillance... Elle assure un fonctionnement simplifié avec un interlocuteur unique pour la personne/ sa famille et une prise en charge globale.

Aménagement du domicile

Monique et l'ergothérapeute



© Franck Rozé/Le Bimsa

C'est une belle histoire : celle de la rencontre de Laurine chez Monique. La première est ergothérapeute ; la seconde, retraitée. Ce qui les relie ? Prévention retraite Île-de-France, connu sous le nom de Prif, et une volonté partagée de mettre en œuvre les adaptations nécessaires pour que Monique puisse vivre à domicile le plus longtemps possible en bonne santé.

« *Je suis un peu casse-cou* », reconnaît volontiers Monique Lamier, habitante de Villepinte, en Seine-Saint-Denis. Un peu ? Jugez plutôt : c'est perchée sur la table de sa salle à manger, à laquelle elle accède par le truchement d'une chaise, que la septuagénaire continue d'astiquer ses vitres ! L'acteur Buster Keaton n'aurait pas fait plus acrobatique⁽¹⁾. Mais ce mercredi 24 mai, stop les galipettes ! Monique, sagement assise, répond aux questions que lui pose Laurine Maire, ergothérapeute chez Bel'Avie. Cette structure spécialisée dans l'adaptation du logement opère dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage (bel-avie.com). Ce matin, Laurine réalise un diagnostic pris en charge par la caisse nationale d'assurance vieillesse pour le compte de son partenaire, prévention retraite Île-de-France (Prif)⁽²⁾.

Pour Monique la cascadeuse, le tableau est le suivant : le bilan de santé révèle un ancien trauma — « *Une fracture de la clavicule après avoir raté la première marche d'un escalier* » — des affections au niveau du dos (arthrose, ostéoporose) et des yeux (photophobie). Ce qui se traduit par, outre des difficultés à la marche — « *Je souffre beaucoup en montant*

les côtes ; lorsque l'ascenseur est en panne, je fais des pauses régulières pour avaler les quatre étages de mon immeuble et j'ai cessé de me rendre au club de généalogie à Paris car les escaliers du métro sont devenus insurmontables » — quelques anecdotes tragi-comiques. « *La dernière fois que nous sommes allées dans les magasins, ma petite-fille et moi, elle rigolait car j'avais tendance à heurter les miroirs* », badine-t-elle. Sans compter les poteaux qu'elle embrasse régulièrement sur les trottoirs lors de ses pérégrinations, car elle est obligée de baisser la tête pour supporter la lumière du jour. Pour conduire, elle adopte la panoplie double coussin ajusté sur le siège conducteur et casquette à visière pour contrer les rayons du soleil.

« Je ne veux pas entrer en Ehpad »

Dans son appartement, qu'elle loue seule, aucune aide à domicile ne met les pieds. « *J'ai dit à ma petite-fille, en plaisantant, que je ne voulais surtout pas entrer en Ehpad. Mais c'est vrai, le plus important pour moi, c'est d'adapter mon logement afin de préserver mon autonomie.* » Si Monique réalise tous les actes de la vie quotidienne quasi sans encombre, Laurine préconise des aménagements dans une logique de prévention, celle qui justement, fait encore trop cruellement défaut dans notre société. Par exemple, dans la salle de bain : « *Installer un receveur de douche extraplat antidérapant, des parois pliantes, un mitigeur thermostatique, une barre d'appui horizontale et un siège sans accoudoir fixé au mur* ». Entre la chambre à coucher et la terrasse, où la marche d'accès est trop haute : « *Une barre d'appui de 45 centimètres à la verticale et une marche supplémentaire* ». Ailleurs : que dire d'un petit escabeau avec des pieds et des marches antidérapantes et deux barres de maintien pour accéder aux éléments hauts de la cuisine ou d'une pince à long manche pour récupérer la télécommande ou le stylo tombés à terre sans avoir à se baisser ?

Dans le cas de Monique, locataire, le rapport de Laurine lui sera adressé ultérieurement. Elle pourra alors à son tour transmettre le devis des aménagements à son bailleur, qui décidera ou non d'engager tout ou partie des travaux. Différentes aides financières peuvent être sollicitées sous conditions, selon que l'on est propriétaire occupant ou locataire⁽³⁾. Ce qui signifie que, peut-être, Monique continuerait à se prendre pour une voltigeuse en astiquant ses vitres mais plus sans filet !

■ Franck Rozé

(1) « Buster » signifiant « pote » ou « casse-cou » en anglais.

(2) Prif est un groupement de coopération sociale et médico-sociale fondé en 2011 par la MSA Île-de-France, la Cnav et le régime social des indépendants. Il développe et finance des actions de prévention en santé pour les retraités, dont l'atelier « Bien chez soi » : cinq séances qui s'achèvent par la proposition d'une visite-conseil d'un ergothérapeute au domicile du bénéficiaire. Pour en savoir plus : prif.fr

(3) Consulter le site www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr

Demande d'APA à domicile

Les personnes en perte d'autonomie peuvent obtenir l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) pour les aider à payer – en totalité ou partie – les dépenses nécessaires pour rester vivre à leur domicile (Apa à domicile). Elle est versée par les services du département.

✓ Conditions



Être âgé d'au moins **60 ans**



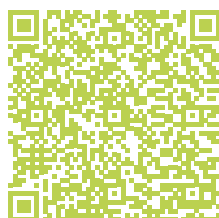
Être en situation de **perte d'autonomie** (besoin d'aide pour accomplir les actes de la vie courante, ou état de santé nécessitant une surveillance constante). La perte d'autonomie se mesure à l'aide de la grille Aggir : autonomie gérontologie groupe Iso ressources. Cette grille définit plusieurs degrés de perte d'autonomie, allant du Gir 1 (perte d'autonomie la plus forte) au Gir 6 (perte d'autonomie la plus faible). Seule la personne classée en Gir 1, Gir 2, Gir 3 ou Gir 4 peut obtenir l'Apa.



Résider en France de façon stable et régulière : soit à son domicile ; soit au domicile d'un proche ; soit chez un accueillant familial ; soit dans une résidence autonomie.



Demande en ligne



Depuis 2021, le **dépôt de dossier en ligne** est possible dans plusieurs départements.

Pour savoir si son département est concerné : pour-les-personnes-agees.gouv.fr

Il est **pratique** et **sécurisé** : il suffit de déposer une seule demande

en ligne, sans avoir à se poser la question de l'organisme dont on relève et de l'aide concernée. La demande est orientée vers le bon organisme selon le niveau d'autonomie du demandeur. Tout se fait à distance sans avoir à se déplacer et ce, à n'importe quelle heure.



Les personnes dépendantes relèvent de l'APA servie par les conseils départementaux et les personnes autonomes mais fragiles relèvent de leurs caisses de retraites.

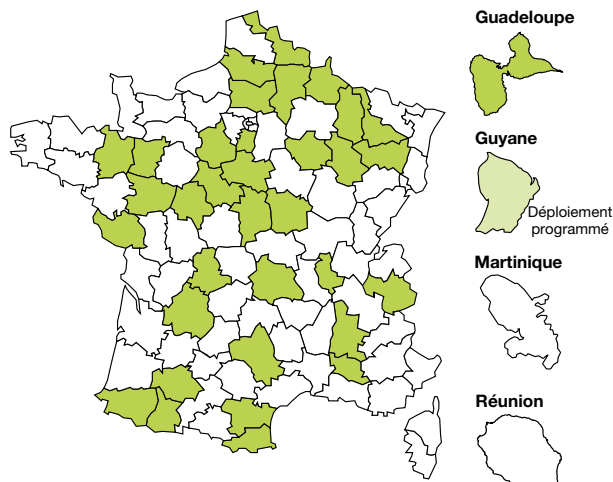


Déploiement du formulaire papier



38

départements ont déployé l'imprimé commun de demande d'aides à l'autonomie au 1^{er} avril 2023.



Dossier commun

Le formulaire de demande d'aides à l'autonomie (DAA) a été mis en place par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, la MSA et la Caisse nationale d'assurance vieillesse, dans le but de simplifier les démarches des retraités en leur permettant de renseigner un seul imprimé, quelle que soit l'aide et l'organisme dont ils relèvent.

La DAA s'adresse donc aux retraités en perte d'autonomie (relevant d'un GIR 1 à 4) qui peuvent bénéficier de l'APA servie par le conseil départemental et aux retraités autonomes mais fragiles (GIR 5 et 6), qui peuvent bénéficier d'une aide de leur caisse de retraite (MSA ou Caisse d'assurance retraite et de santé au travail).

L'accessibilité aux aides permettant de rester vivre à domicile est ainsi facilitée par la mise à disposition d'un formulaire commun aux trois organismes ; il est actuellement déployé dans 38 départements.



3 questions à...



© Marion Villez

Marion Villez

Enseignant-chercheur en sociologie
(université Paris-Est Créteil)

Comment développer l'attractivité des métiers liés au soutien à domicile ?

Rappelons avant tout que, bien que le soutien à domicile soit affiché comme une priorité des pouvoirs publics, les réformes successives ont créé un contexte morcelé, concurrentiel et contraint qui fragilise structurellement le secteur de l'aide à domicile.

D'une part, ce contexte ne permet pas toujours aux personnes de vieillir et mourir chez elles dans de bonnes conditions, alors que c'est le souhait du plus grand nombre. D'autre part, il précarise les professionnels et génère une difficulté à les recruter et à les fidéliser. L'un des enjeux est en effet celui de l'attractivité des métiers, qui passe par le fait de donner au secteur les moyens dont il a besoin, de sorte à valoriser et renforcer les compétences comme le pouvoir d'agir des professionnels, en particulier des aides à domicile. Il s'agit par exemple d'offrir, dans le cadre d'une professionnalisation continue, des perspectives d'évolution professionnelle, de créer les conditions pour sortir de l'isolement dans lequel sont trop souvent enfermés les intervenants. On sait que des professionnels

suffisamment nombreux, mieux reconnus et soutenus accompagneront d'autant mieux les personnes.

Que pensez-vous du modèle des Marpa⁽¹⁾ qui propose une solution intermédiaire entre le vieillir chez soi et l'hébergement en maison de retraite ?

Historiquement, l'action gérontologique en matière de lieux de vie s'est structurée autour d'une vision antagoniste entre deux pôles : l'hébergement collectif d'un côté, le domicile ordinaire de l'autre. Très vite – et ce mouvement se prolonge – différents acteurs ont cherché une troisième voie de nature à dépasser cette polarité, à repenser et diversifier les lieux du vieillir, et à proposer une alternative à la médicalisation croissante des structures comme aux dérives et contraintes des grandes institutions.

Ainsi, dans les années 1980, se sont développées les Petites unités de vie (PUV) – qui ont été maintenues à la marge de l'offre de lieux de vie collectifs –, dont les Marpa font partie. Ce qui est inspirant c'est que les Marpa ont su, sans renoncer à la spécificité de leur projet, se reconfigurer, pour s'adap-

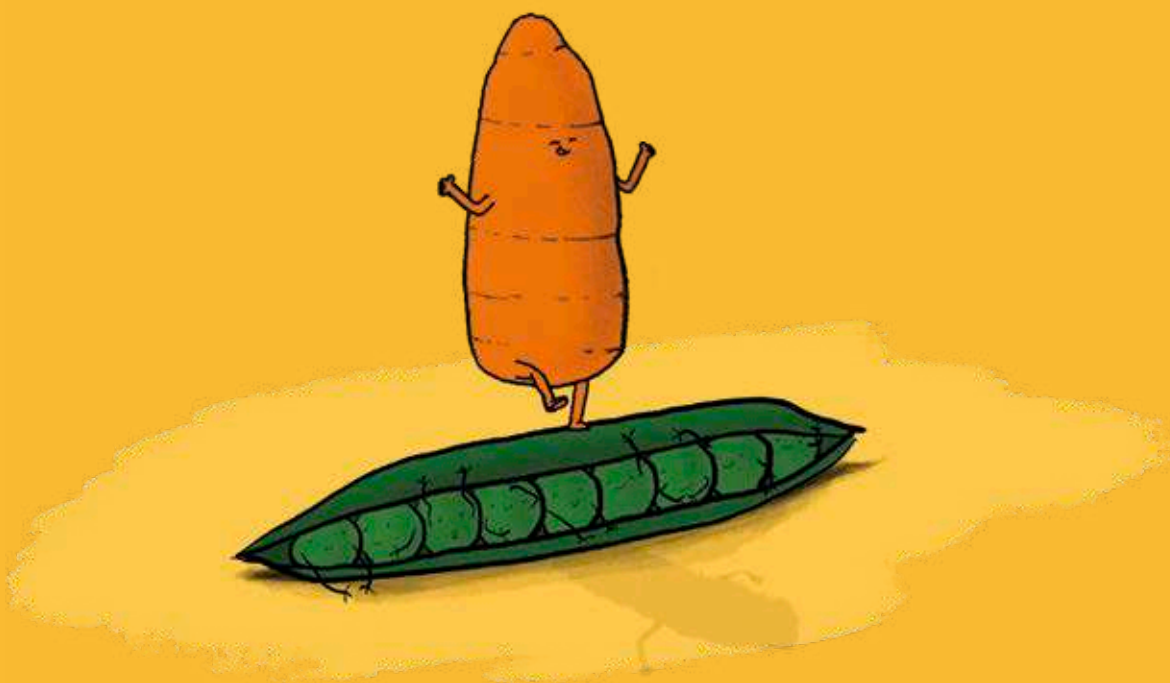
ter au contexte réglementaire comme à l'évolution des besoins et attentes, en maintenant l'essentiel : un mode de vie « familial », un ancrage dans le tissu local, jusqu'à devenir de véritables leviers de développement territorial.

Jean-Christophe Combe, le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, annonce une réforme du grand âge. Quelles mesures sont pour vous prioritaires ?

Avec ce plan défendu par le ministre, on est encore loin du compte. Or, il est urgent qu'une politique ambitieuse existe et soit rendue effective. Loin d'un saupoudrage de mesures partielles, c'est une vraie politique globale qu'il faut déployer, qui permette de financer durablement l'aide à l'autonomie, à hauteur des besoins et attentes des personnes âgées, de leurs proches comme des professionnels qui les accompagnent. Plus généralement, c'est aussi à un changement de regard sur l'avancée en âge et sur les métiers du lien, du soin que ces politiques doivent concourir.

■ Propos recueillis par **Fatima Souab**

(1) Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie.



© Lou Roy/Le Bimsa

Manger sain et local

Un festival de saveurs

La deuxième édition du festival manger sain et local, coorganisée par la MSA Berry-Touraine et le lycée viticole d'Amboise le 13 mai, a régalé le public. Au cœur de cette manifestation chaleureuse : la question de la souveraineté alimentaire mais aussi celle de la qualité et de l'impact environnemental des aliments que nous consommons pendant les 2 h 13 que nous passons en moyenne à table par jour en France. Un record mondial.

La deuxième édition du festival manger sain et local a été organisée à Amboise le 13 mai par la MSA Berry-Touraine et ses partenaires. Cet événement a pour objectif de sensibiliser le grand public à l'importance de bien se nourrir. Au programme de cette journée gourmande, des conférences sur la nutrition et le jardinage animées par Anne Girardot, diététicienne nutritionniste et Maryse Friot, présidente de la société d'horticulture de Touraine, une voix bien connue des auditeurs de France Bleu où cette reine du potager officie. Les ateliers de cuisine antigaspi concoctés par le chef Brian Jourdan et organisés en mode participatif ont connu un vif succès auprès du public qui a pu mettre la main à la pâte avant de passer à la dégustation.

Près de 20 producteurs locaux se sont déplacés pour l'occasion, proposant une variété de produits frais et de qualité. Les visiteurs ont ainsi pu découvrir la richesse des productions *made in* Touraine et échanger avec des professionnels passionnés par leur métier.

« L'objectif de cet événement est de mettre en avant l'importance de l'alimentation dans la transition écologique et la prévention de l'obésité, souligne Pascal Cormery, le président de la MSA, lors de l'inauguration du festival.

L'alimentation est un temps essentiel pour la santé, mais aussi un moment de plaisir. Il est donc important de manger de manière raisonnable sans pour autant être dans l'interdiction. »

Blind cheese musical

Les visiteurs ont pu profiter du *blind cheese* (fromage à l'aveugle) musical animé par François Robin, crémier-fromager et meilleur ouvrier de France 2011. L'activité ludique consiste à classer les fromages en fonction de leur durée d'affinage ou de leur pourcentage de matière grasse. Il a ainsi donné un bel aperçu de la diversité des fromages locaux.

« Le festival a été organisé sur le domaine de Gabillière où est installé le lycée viticole d'Amboise, offrant ainsi une belle collaboration entre les acteurs locaux et la MSA, se félicite Jean-Bernard Guillot, président de l'échelon local. C'est important que les lycéens découvrent leur protection sociale et tout ce qu'elle peut leur apporter sous un autre angle. Il va aussi de soi que la qualité de ces produits et la manière dont ils sont cultivés est essentiel. » Cela va mieux en le disant et en les goûtant. ■



Maryse Friot, présidente de la société d'horticulture de Touraine, est une voix bien connue des auditeurs de France Bleu Touraine où la reine du potager présente tous les samedis l'émission Jardin, terrasse & compagnie.



« L'objectif de cet événement est de mettre en avant l'importance de l'alimentation dans la transition écologique et dans la prévention de l'obésité », souligne Pascal Cormery, le président de la MSA.



François Robin est un crémier fromager élu meilleur ouvrier de France en 2011. Il est le fils d'un éleveur de chèvres de Touraine (AOP Sainte-Maure-de-Touraine).

Le chef Brian Jourdan, créateur de l'association, a animé les ateliers de cuisine antigaspi.



De bons produits sont plus faciles à cuisiner car ils demandent moins de transformation...



Une bonne occasion de rafraîchir ses connaissances en participant à un quiz savoureux.



Près de 20 producteurs locaux se sont déplacés pour l'occasion, proposant une variété de produits frais et de qualité.



La pause-déjeuner, l'occasion de goûter les produits locaux présentés par les producteurs tourangeaux.



Le sorbet à la fraise tourangelle avec sa pointe de basilic, quand le sublime et la simplicité s'accordent pour le plaisir des papilles.

Santé et sécurité au travail

Ça tourne au lycée !



Les lycéens de Saint-Gaudens ont créé un pictogramme qui avertit les conducteurs sur le risque de chute à la descente du tracteur.

Les élèves de seconde professionnelle productions agricoles du lycée professionnel de Saint-Gaudens, en Haute-Garonne, remportent le 2^e prix du concours vidéo « Santé et sécurité au travail : de l'école au travail, à vous de filmer ! » organisé par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) en partenariat avec la CCMSA. Leur projet « Si tu veux aller loin, pense aux 3 points ! » sur la descente du tracteur en sécurité a tapé dans l'œil du jury.

Sol instable, marches boueuses, fatigue... la chute peut survenir rapidement lors de la montée ou de la descente du tracteur. Près de 40 % des accidents liés à l'utilisation de l'engin ont lieu lors de ce geste répété de nombreuses fois dans la journée d'un agriculteur. Pourtant, des précautions simples permettent de les éviter ; parmi elles, les fameux trois points d'appui.

« On enseigne les procédures pour bien descendre d'un tracteur mais je me suis rendu compte qu'il n'existait aucune signalisation, explique Sébastien Travers, professeur d'agroéquipement, en charge du projet. Cela m'a interpellé car il existe beaucoup de pictogrammes mais aucun ne fait spécifiquement référence à ce risque. »

Après un temps de réflexion avec Matthieu Navarro, conseiller en prévention à la MSA Midi-Pyrénées Sud, qui travaille régulièrement avec le lycée, ce dernier propose de participer au concours dont le but colle parfaitement : sensibiliser les jeunes en formation aux risques auxquels ils sont exposés lors de leurs premiers pas dans le monde professionnel. « J'ai trouvé l'idée très intéressante d'autant plus que c'est l'INRS qui s'occupe de créer ce genre de signalisation, souligne le préventeur. Afin que ce soit le plus réaliste possible, nous nous sommes renseignés sur tous les documents de référence de normes iso nécessaires pour réaliser un pictogramme. J'ai ensuite expliqué aux élèves l'accidentologie, les risques et les facteurs favorisant leur survenue, afin de comprendre pourquoi ce pictogramme serait vraiment intéressant. »

Répartis en deux groupes, les élèves ont planché sur la création du pictogramme, afin de faire comprendre aux conducteurs le danger et la solution, ainsi que sur le scénario de la vidéo, tournée et montée par l'un d'eux, Jonathan Boyreau. Après plusieurs heures de travail et de nombreux essais, l'image prend vie. Un professionnel est engagé pour finaliser le visuel, qui est ensuite imprimé et collé sur tous les tracteurs de l'exploitation agricole du lycée.

Un projet collectif

« C'était une belle occasion de créer quelque chose collectivement, ajoute Sébastien Travers. Nous avons découvert les règles liées à la création de ce genre de pictogrammes, tout en faisant le lien avec la prévention, ainsi que le document unique d'évaluation des risques professionnels (Duerp) que nous rédigeons pour la ferme du campus. Bien qu'ils sachent qu'il y a des risques, il est difficile pour les élèves d'intégrer ces gestes au quotidien. C'est classique dans le milieu agricole. Avec ce projet, leur création, et cette récompense, ils garderont un souvenir plus fort qui les aidera d'autant plus, j'espère, à comprendre l'importance de la sécurité au travail. » La 2^e marche du podium, une belle reconnaissance pour les 26 élèves venus en nombre à Paris le 26 mai pour recevoir leur prix.

■ Marie Molinaro

Palmarès

Pour cette 11^e édition, l'INRS a reçu plus de 120 candidatures, la participation la plus importante de l'histoire du concours lancé en 2012. Destiné aux élèves des lycées professionnels et des centres de formation d'apprentis, il est parrainé par les ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture.

1^{er} prix : (E)-lève toi – CFA des Compagnons du devoir, Baillargues (Hérault)

Quatre apprentis du CAP tailleur de pierre évoquent les mesures permettant d'éviter les accidents liés à la manipulation de blocs de pierre.

3^e prix : Un accident est vite arrivé – Collège Guy Mareschal, Amiens (Somme)

Les élèves de la section d'enseignement général et professionnel adapté jouent plusieurs saynètes montrant les bons gestes à adopter pour travailler en sécurité.

Prix coup de cœur : Bref... les a priori – CFA de la Chambre des métiers et de l'artisanat de l'Aveyron, Rodez

Les jeunes de CAP coiffure s'attaquent aux préjugés sur leur secteur et montrent les gestes et l'organisation à adopter au travail pour prévenir les troubles musculosquelettiques. Lauréats et vidéos sur inrs.fr

Annick Poulard

Plus belle la vie



Annick Poulard, agricultrice à Montjean dans la Mayenne, élue MSA depuis 2000 et présidente du comité départemental, a la joie de vivre et l'engagement communicatifs, à l'image de ceux qui font vivre nos territoires.

Après le château, suivez le chemin arboré qui longe un petit ruisseau et vous arriverez sur la ferme d'Annick Poulard et de son mari. « Venez me rendre visite, vous aurez le coup de cœur ! » Cette fille d'agriculteurs a – tout comme ses deux sœurs – hérité de la passion de ses parents. Si elles n'ont pas repris les terres familiales, elles ne sont pas parties bien loin pour autant. Après s'être installé une première fois à Saint-Cénére, son mari, éleveur de vaches allaitantes et naisseurs en production porcine, reprend en 1989 l'exploitation d'un berger à Montjean et doit tout reconstruire une nouvelle fois. Mais dans ce village d'environ 1 000 habitants, ils ont trouvé leur petit coin de paradis. Depuis, suite à un accident, ils ont décidé d'arrêter l'élevage bovin pour se concentrer sur les céréales. « Il faut toujours savoir rebondir dans la vie. » C'est la philosophie de vie de l'élue de la MSA Mayenne Orne Sarthe.

Une résilience qui se manifeste également par un engagement sans faille pour les autres et pour son territoire. Elle s'engage naturellement en donnant une chance à des jeunes en difficulté d'abord, en tant que famille d'accueil depuis 1985, dans le milieu associatif par ailleurs, notamment auprès de Familles rurales depuis 1989. Avant d'aller plus loin, en s'investissant au conseil municipal où elle réalise trois mandats, et en rejoignant les rangs des délégués MSA en 2000. Elle devient administratrice en 2010 puis présidente départementale en 2015.

Participer à la vie de son territoire, préserver l'agriculture

et défendre le régime de protection sociale agricole sont ses principaux buts. « Je ne me vois pas sans rien faire, et tout m'intéresse ! Le lien social c'est important, surtout dans les campagnes, et notamment pour les femmes d'agriculteurs ; si on attend les autres, on peut attendre longtemps... Et on a vraiment à y gagner, personnellement, psychologiquement... on apprend des tas de choses et on fait de belles rencontres. »

Nourrir l'espoir

Avec la MSA, Annick Poulard s'investit avec force dans la prévention du suicide. « Sur mon canton, le pays de Loiron, nous avons créé un réseau de veilleurs pour prévenir les situations de mal-être. J'ai moi-même suivi des formations. Nous avons également lancé en mars 2022 une campagne de prévention "Nourrir l'espoir" avec l'association sarthoise Dites je suis là et tous les partenaires tels que Solidarité paysans, la chambre d'agriculture ou Cops53 (Collectif pour la prévention du mal-être et du suicide). » Dans ce cadre, une soirée théâtre-débat a eu lieu le 7 décembre dernier : 92 personnes sont venues assister au spectacle « Après la pluie » de la compagnie Les chercheurs d'arts.

À 61 ans, la Mayennaise trouve encore de nouveaux challenges à mener. L'année dernière, elle est devenue deuxième vice-présidente de l'Udaf53 (Union départementale des associations familiales) et présidente du Pôle régional du handicap de Saint-Saturnin, dans la Sarthe, qui regroupe le centre de rééducation de l'Arche et la maison d'accueil spécialisée Handi-Village. Prochain défi, et pas des moindres : assurer le renouvellement des générations pour les prochaines élections MSA. « Ils faut aller chercher les jeunes aujourd'hui car ils ont du mal à s'investir et ont tendance à s'isoler. Ils sont pourtant indispensables pour promouvoir l'action de la MSA et garantir la pérennité de notre régime. »

■ Marie Molinario

On se dit tout...

Qu'est-ce qui vous fait vous lever le matin ?

« La joie de vivre, ma famille, mon travail et les vacances ! »

Que sont devenus vos rêves d'enfants ?

« Après avoir été salariée, j'ai réalisé le mien, être agricultrice. Je suis fière de ce beau métier, sa diversité, l'environnement, le cadre de vie... J'y ai même attiré mon mari. »

Quels sont vos plaisirs favoris ?

« D'abord ma famille – mon mari, mes trois enfants et bientôt sept petits-enfants – et rire, chanter, danser. Il faut rester jeune dans sa tête. »



Seniors

Qui vit en établissement?

À l'heure où le « virage domiciliaire » constitue une orientation majeure des politiques publiques du grand âge et plus globalement une aspiration de toute la société, une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), parue en février dernier, présente une comparaison inédite des caractéristiques des personnes de 60 ans ou plus selon leur lieu de vie.



EN ÉTABLISSEMENT



À DOMICILE

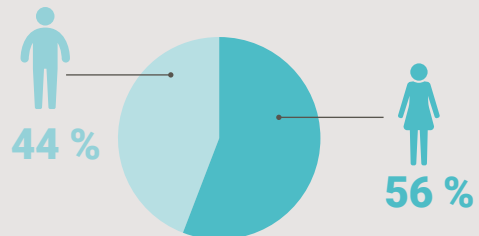
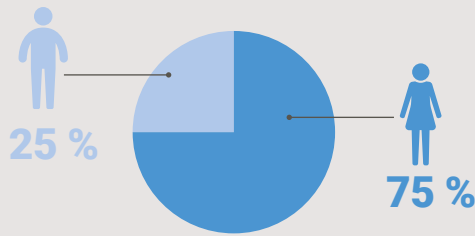
Âge moyen

86 ans



72 ans

Répartition hommes/femmes



Situations personnelles

- **13 %** sont en couple ;
- **63 %** sont veufs(ves)
- **26 %** n'ont aucun enfant encore en vie
- **25 %** bénéficient d'une protection juridique (tutelle, curatelle...)

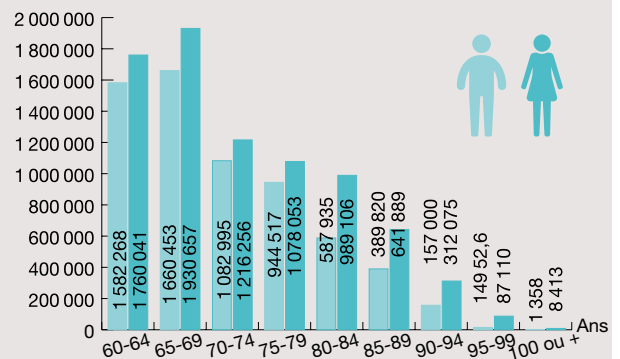
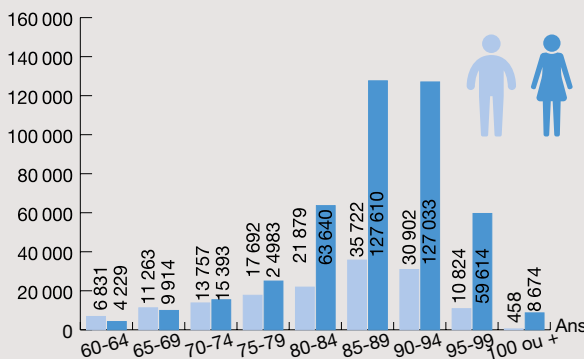
- **64 %** sont en couple
- **17 %** sont veufs(ves)
- **11 %** n'ont aucun enfant encore en vie
- **- de 1 %** bénéficient d'une protection juridique (tutelle, curatelle...)

16 230 €



20 660 €

Nombre de seniors par tranche d'âge et sexe



Source : Drees (février 2023)



(1) chiffres 2016

JOURNÉES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

16.17.18
juin 2023
Découvrez
nos métiers !

3^e édition



Soutenu par
MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Organisé par
#agridemain

MAKE.
ORG
FOUNDATION

Grands
marchés
U
Commerçants autrement

Partenaire
Bordelle

Membre
RUNGIS

Soutiens
Gaiago invivo

Partenaire
Futuriste

INRAE

AXEMA

BIO

semoe

Partenaire
reseau
Logo

Logo

Partenaire
média
france.tv

radiofrance

blanc